

qu'il fallait 4 millions pour aménager les nouveaux bâtiments.

De peur que vous ne croyiez que j'ai attaché trop d'importance à la tenue d'un débat sur la recherche médicale, je puis vous assurer que telle n'était pas mon intention. A toutes les étapes, la recherche en chimie, en physique, dans les sciences biochimiques, en mécanique et dans les humanités—surtout dans le domaine de l'enseignement—exige des sommes considérables et la ferme assurance que les programmes entrepris pourront être menés à terme. A cet égard, je cite un extrait d'un article de la revue *Contemporary*, organe de l'Université Saint-François-Xavier, publiée le 15 mars 1966:

Face à la concurrence des autres puissances industrielles du monde, seul un programme audacieux, éclairé et massif de recherche scientifique financée par l'État peut éviter au Canada une défaite imminente et certaine dans le domaine économique.

Il s'agit d'une question urgente de sécurité nationale, a déclaré M. E. M. Clarke, chef du service de physique de l'Université Saint-François-Xavier, et un des plus éminents physiciens de l'Amérique du Nord. Le Canada, a-t-il dit, devrait consacrer 500 millions de dollars de plus à la réalisation de programmes de recherche d'urgence dans ses universités.

Il a ajouté:

Nous dépensons des sommes énormes pour les forces canadiennes en Europe... A la longue, toutefois, ce qui menacera réellement le Canada, ce ne sera pas un péril militaire mais économique. Nous devrions consacrer au moins autant d'argent à nos recherches scientifiques qu'à notre aviation en Europe.

Je partage son avis bien volontiers. En fait, ce serait peut-être le bon endroit pour obtenir l'argent.

A mon sens, dit le D<sup>r</sup> Clarke, nous pouvons dire avec certitude que la situation militaire est en train de se stabiliser dans le monde. Mais la guerre économique s'aggrave rapidement, et le Canada accuse de plus en plus de retard dans ce domaine.

Les produits manufacturés du Japon et de la Russie envahissent graduellement les marchés mondiaux. La Chine constituera bientôt à cet égard une menace nouvelle et peut-être même plus grande. Plus près de nous, il y a aussi les États-Unis, bien entendu. Tous ces pays accroissent leur industrie à un rythme beaucoup plus rapide que le Canada. Et s'ils peuvent le faire, c'est qu'ils consacrent beaucoup plus d'argent à la recherche.

• (8.20 p.m.)

De crainte qu'on aille croire que seul le D<sup>r</sup> Clarke est de cet avis, je vous signalerais ce que dit au sujet de l'enseignement supérieur le mémoire de l'Association des universités et collèges à la Commission sur le financement de l'enseignement supérieur. A la page 11 de ce mémoire, on signale qu'en tout les dépenses courantes annuelles pour l'enseignement supérieur dans les humanités, les sciences sociales, les sciences et le génie devraient être de quelque 90 millions de dollars en 1964-1965—et nous sommes loin d'avoir atteint ce chiffre—de 380 millions en

1970-1971, et de 600 millions en 1975-1976. Devraient s'ajouter à cela, des dépenses en immobilisation de 488 millions de dollars dans la période de 1964-1965 à 1970-1971, et de 353 millions de 1970-1971 à 1975-1976.

En d'autres termes, l'Association est convaincue que la nation devrait faire des immobilisations très élevées au cours des onze prochaines années, de neuf à dix fois plus élevées que par le passé. Je sais que le budget cherche à augmenter l'aide à la recherche, mais cette tentative est loin d'être assurée de succès et ne répondra certes pas entièrement aux besoins.

J'insiste sur ce que j'ai déjà dit, sur ce qu'a dit le D<sup>r</sup> Clarke: l'avenir de notre pays dépend de l'établissement d'un programme de recherche qui permettra à l'industrie et à la science de nous fournir les mises au point nécessaires à notre progrès comme nation industrialisée.

J'espère que le nouveau Conseil des sciences du Canada saura se faire entendre du gouvernement et que, grâce à ses efforts, la recherche sera assurée des fonds nécessaires pour répondre aux besoins que je viens d'exposer. Je signale ce qu'a dit le ministre (M. Drury) au sujet de l'avancement des sciences: il dépend de l'enseignement scientifique et de l'éducation générale du peuple. Je suis entièrement de son avis. J'espère, toutefois, que cette déclaration est un indice que le gouvernement est disposé à augmenter substantiellement non seulement l'aide à la recherche, mais aussi l'aide à l'éducation.

**M. Max Saltsman (Waterloo-Sud):** Monsieur l'Orateur, je voudrais tout d'abord, comme le député de Kindersley (M. Cantelon), signaler que nous appuyons le bill C-149.

Le ministre a exposé très posément les dispositions de ce projet de loi. Je crois que son débit ce soir est typique de l'attitude manifestée au sujet de la nécessité d'adopter une politique scientifique au Canada. Nous accueillons avec satisfaction la nouvelle au sujet de l'établissement d'un Conseil, mais nous ne pouvons perdre cette occasion de signaler que nous regrettons que le Canada ait perdu tant d'années dans ce domaine.

De nombreuses commissions ont été instituées et lorsque, le 30 avril 1964, le premier ministre a annoncé qu'il acceptait la première recommandation du rapport de M. Mackenzie, il a raté l'occasion d'y adjoindre la deuxième recommandation qui réclamait l'élaboration d'une politique scientifique. C'est une perte de temps et le Canada éprouvera de plus en plus de difficultés pour y suppléer.